Bock-Côté : pour Macron, le « patriotisme doit être inclusif » et donc nier l'identité de la société française

écrit par Antiislam | 7 mai 2019

Mathieu Bock-Côté: «Ce que veut dire "patriotisme inclusif"»

CHRONIQUE – Le patriotisme inclusif témoignerait d'un autre rapport au monde. D'ailleurs, la formule n'est pas neuve.

Dans sa conférence de presse du 25 avril, Emmanuel Macron a dit vouloir pourla France d'un «*patriotisme inclusif*».

La formule, qui se voulait positive, a peut-être néanmoins écorché certaines oreilles dans la mesure où elle laissait entendre que le patriotisme français, jusqu'à tout récemment, avait été «exclusif».

Doit-il connaître une mue idéologique pour redevenir

moralement acceptable?

En quoi le patriotisme français d'hier et d'avant-hier échouait-il au test humaniste de l'hospitalité?

On serait en droit de poser la question à ceux qui se réclament de cette notion: *que veut dire devenir inclusif?*

Quels critères distinguent le bon patriotisme du mauvais?

Le patriotisme tragique du général de Gaulle était-il suffisamment inclusif?

On l'aura compris, en termes macroniens, le patriotisme français devrait passer de la société fermée à la société ouverte, ce qui n'est peut-être qu'une manière de reconduire en de nouveaux termes le clivage apparemment insurmontable entre progressistes et populistes que les premiers cherchent à imposer.

P**our peu qu'on traduise ce vocabulaire propre à la novlangue diversitaire, on retrouve tout simplement l'idéologie multiculturaliste**

Mais la question s'impose: inclure à quoi?

L'assimilationnisme ne permettait-il pas justement d'inclure dans la nation des populations diverses qui apprenaient à dire «nous» avec elle en prenant le pli de la culture française?

Ne poussait-il pas les immigrés à s'approprier les mœurs françaises, en envoyant même des signes ostentatoires d'appartenance à leur nouveau pays?

Le patriotisme inclusif témoignerait d'un autre rapport au monde.

D'ailleurs, la formule n'est pas neuve.

En 2013, le rapport Tuot, qui avait suscité un certain écho médiatico-politique, avait cherché à l'imposer en plaidant

pour le modèle de la «société inclusive», délivré de toute conception substantielle de l'identité française, comme si cette dernière était autoritaire et poussiéreuse. (1)

Avant cela, à la fin des années 1990, un partisan de la Third Way (troisième voie entre le libéralisme et la social-démocratie NDLR)comme Anthony Giddensavait aussi plaidé pour une conception «inclusive» de la nation, pour l'adapter à un univers mondialisé et l'ouvrir aux flux migratoires.

Telle était l'orthodoxie du moment.

Pour peu qu'on traduise ce vocabulaire propre à la novlangue diversitaire, on retrouve tout simplement l'idéologie multiculturaliste.

Certes, les théoriciens les plus subtils du multiculturalisme le disent désormais compatible avecla nation, mais c'est à condition de vider cette dernière de toute substance, au point de la rendre fantomatique, comme si chaque pays devenait indifférent à sa réalité identitaire et devait même s'y arracher pour s'engager dans une nouvelle définition de lui-même.

Dans la perspective multiculturaliste, le peuple historique qui formait le corps de la nation n'est plus qu'une communauté parmi d'autres dans la société plurielle.

Il doit consentir à son déclassement symbolique et consentir à une forme de décolonisation intérieure.

S'il le refuse, il devient dès lors le principal obstacle à la reconstruction d'une nation véritablement inclusive, dans la mesure où il refuserait d'accepter une différence déstabilisant ses certitudes. Une telle posture serait condamnable.

La peur de devenir étranger chez soi est devenue palpable

De ce point de vue, le Canada, qui a inscrit le

multiculturalisme dans sa Constitution, est à l'avant-garde de l'«inclusion».

Dans les semaines suivant son élection, à l'automne 2015, Justin Trudeau avait expliqué, dans un entretien au *New York Times*, que le Canada était un pays sans noyau identitaire propre.

Les Canadiens n'auraient en commun que leur diversité et les droits qu'ils se reconnaissent mutuellement. Naturellement, il faudrait toujours donner des preuves d'inclusion supplémentaires, la diversité étant une quête infinie porteuse d'une promesse de rédemption.

C'est ce qui a amené le Canada, depuis 2015, à valoriser le niqab à la manière d'un symbole d'ouverture à l'autre.

C'est aussi pour cela qu'il y a quelques semaines la Commission canadienne des droits de la personne a mis à la une de son rapport annuel une fillette voilée. Il y a une hubris de la diversité. On en revient à la France.

(NDLR : voir la photo en tête d'article)

C'est moins un patriotisme pénitentiel, occupé à s'excuser d'avoir trop longtemps exclu «l'Autre», qu'un patriotisme viscéralement attaché à la France et à son droit à la continuité historique que semble réclamer de mille manières le commun des mortels.

Si la question nationale obsède à bon droit nos contemporains, et si elle est de plus en plus indissociable de la question civilisationnelle, c'est que la peur de devenir étranger chez soi est devenue palpable.

Les petits inquisiteurs qui ne voient là qu'une forme de paranoïa identitaire témoignent surtout de leur incapacité à comprendre le besoin d'une demeure à soi inscrit dans le cœur de l'homme.

Le slogan mériterait d'être renversé: on ne cesse de parler d'ouverture à l'autre.

Mais ne faudrait-il pas demander à l'autre de s'ouvrir à nous et d'embrasser la civilisation qu'il a décidé de rejoindre?

http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/mathieu-bock-cote-ce-que-veut-dire-patriotisme-inclusif-20190503

.

(1) QUI EST TUOT ?

[…]

Thierry Tuot, on connaît bien, à *Résistance républicaine.* Même si les sans-dents ne connaissent pas son existence. C'est un immigrationniste fou, un adepte de la société multiculturelle et de la préférence étrangére.

C'est lui, qui, en 2013, avait remis à Ayrault un rapport sulfureux : « Pour une société inclusive »

Thierry Tuot se défend d'être le coordonnateur de ces travaux, son apport se limitant au rapport intitulé *La grande nation : pour une société inclusive*17. Cette section n'est toutefois pas exempte de critiques. Thierry Tuot y dénonce notamment « la célébration du passé révolu d'une France chevrotante et confite dans des traditions imaginaires », ce qui fait dire à Alain Finkielkraut qu'« une nouvelle politique se met en place qui fait du passé, non plus, comme disait Simone Weil, un besoin vital de l'âme humaine, mais un obstacle à son épanouissement »18. (Wikipedia)

Extraits du rapport

il faut « ***supprimer la loi sur le voile, donner des noms issus de l'immigration aux rues, enseigner l'histoire de l'immigration, étudier l'arabe et les langues africaines et créer un délit de « harcèlement racial »***

[…]

Thierry Tuot propose de retirer à l'Etat tout contrôle sur l'immigration et l'intégration des étrangers, rien que ça, et il n'hésite pas dans son délire névrosé de conseiller tout bonnement de confier ce contrôle exclusivement aux associations communautaires.

L'Etat se réservant uniquement le droit et le devoir de subventionner largement les dites associations avec l'argent public, c'est-à-dire le nôtre bien sûr.

Quel esprit demeuré peut proposer de confier à des associations telles que MRAP, LICRA, SOS Racisme ou France Terre d'Asile, le soin d'organiser, et surtout de réguler, le flux migratoire vers la France ? Une aberration.

Thierry Tuot propose de retirer à l'Etat tout contrôle sur l'immigration et l'intégration des étrangers, rien que ça, et il n'hésite pas dans son délire névrosé de conseiller tout bonnement de confier ce contrôle exclusivement aux associations communautaires.

L'Etat se réservant uniquement le droit et le devoir de subventionner largement les dites associations avec l'argent public, c'est-à-dire le nôtre bien sûr.

Quel esprit demeuré peut proposer de confier à des associations telles que MRAP, LICRA, SOS Racisme ou France Terre d'Asile, le soin d'organiser, et surtout de réguler, le flux migratoire vers la France ? Une aberration.

[…]

Voir l'ensemble de l'article ici :

http://resistancerepublicaine.com/2016/08/26/qui-siege-au-conseil-detat-limmigrationniste-et-islamophile-thierry-tuot/